



Building a Europe
for and with children

Construire une Europe
pour et avec les enfants



ENF-VAE(2026)PV01
Strasbourg, 10/04/2026 rev2

Committee of Experts on the Prevention of Violence (ENF-VAE)

Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE)

Seventh meeting / *Septième réunion*
(in presence and online / en présentiel et en ligne)

19-20 March 2026/19-20 Mars 2026

Strasbourg, Agora, Room/salle G04

Meeting report/*Rapport de réunion*

enf-vae@coe.int
[ENF-VAE](#)

Committee of Experts on the Prevention of Violence (ENF-VAE)	Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE)
Report of the 7 th meeting	Rapport de la 7 ^{ème} réunion
1. Opening of the meeting This seventh meeting of the Committee of Experts on the Prevention of Violence (hereinafter, "the Committee") was held in Strasbourg on 19-20 March 2026. The meeting was opened by Marjo Malja (Finland), Chair of the ENF-VAE. The Chair welcomed the participants and introduced Almudena Olaguíbel Echeverría-Torres, the new member of the Committee, nominated by the Spanish authorities. Almudena Olaguíbel Echeverría-Torres introduced herself as a Child Protection Officer with the UNICEF Spanish National Committee, where she has served since 2015, and highlighted her experience in the design and implementation of UNICEF's child protection and child trafficking strategies. The Committee was then welcomed by Anne Kayser, its Secretary.	1. Ouverture de la réunion Cette septième réunion du Comité d'experts sur la prévention de la violence (ci-après, « le Comité ») s'est tenue à Strasbourg les 19 et 20 mars 2026. La réunion a été ouverte par Marjo Malja (Finlande), présidente de l'ENF-VAE. La présidente a souhaité la bienvenue aux participants et a présenté Almudena Olaguíbel Echeverría-Torres, la nouvelle membre du Comité, nommée par les autorités espagnoles. Almudena Olaguíbel Echeverría-Torres s'est présentée comme responsable de la protection de l'enfance au Comité national espagnol de l'UNICEF, où elle exerce depuis 2015, et a rappelé son expérience dans la conception et la mise en œuvre des stratégies de protection de l'enfance et de lutte contre la traite des enfants de l'UNICEF. Le Comité a ensuite été accueilli par Anne Kayser, sa Secrétaire.
2. Election of the Chair and Vice-Chair of ENF-VAE The Secretariat recalled that the one-year terms of office of the Chair of the ENF-VAE, Marjo Malja (Finland), and the Vice-Chair, Viktoria Sebhelyi (Hungary), will come to an end in June 2026. In accordance with the Resolution on intergovernmental committees and subordinate bodies, their terms of reference and working methods (CM/Res(2021)3), the terms of office of the Chair and Vice-Chair may be renewed once for a period of one year. Marjo Malja (Finland) and Viktoria Sebhelyi (Hungary) informed the Committee of their willingness to stand for re-election. The Committee re-elected Marjo Malja (Finland) as Chair of the ENF-VAE and Viktoria Sebhelyi (Hungary) as Vice-Chair of the ENF-VAE.	2. Election de la Présidence et Vice-Présidence de l'ENF-VAE Le Secrétariat a rappelé au Comité que les mandats d'un an de la Présidente de l'ENF-VAE, Marjo Malja (Finlande), et de la Vice-Présidente, Viktoria Sebhelyi (Hongrie) arriveront à leurs termes, en juin 2026. Conformément à la Résolution concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail (CM/Res(2021)3), les mandats de la Présidence et Vice-Présidence sont renouvelables une fois, pour un an. Marjo Malja (Finlande) et Viktoria Sebhelyi (Hongrie) ont indiqué au Comité leur souhait de candidater à leur propre succession. Le Comité a réélu Marjo Malja (Finlande), en tant que Présidente de l'ENF-VAE, et Viktoria Sebhelyi (Hongrie), en tant que Vice-Présidente de l'ENF-VAE.

3. Adoption of the agenda and order of business The Committee adopted the agenda as it appears in Appendix I.	3. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux Le Comité a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe I.
4. Statement of the Secretariat The Secretariat presented a general update on recent and upcoming CDENF developments and activities, including information concerning the 12th and 13th plenary meeting of the CDENF (19-21 November 2025 and 2-4 June 2026) and the work on child-friendly justice. The Secretariat recalled that an initial exchange of views had taken place during the 12th plenary meeting of the CDENF regarding the draft recommendation covered by the mandate of the ENF-VAE. The Committee also took note of the information provided by the Secretariat on the workplan and timeline for the Committee's upcoming activities.	4. Déclaration du Secrétariat Le Secrétariat a également présenté une mise à jour générale sur les développements et activités récents et à venir du CDENF, y compris des informations concernant les 12ème et 13ème réunions plénières du CDENF (19-21 novembre 2025 et 2-4 juin 2026) et les travaux concernant la justice adaptée aux enfants. Le Secrétariat a rappelé qu'un premier échange de vues s'était tenu lors de la 12ème réunion plénière du CDENF, concernant le projet de recommandation concerné par le mandat de l'ENF-VAE. Le Comité a également pris note des informations fournies par le Secrétariat sur son plan de travail et du calendrier des activités à venir du Comité.
5. Draft recommendation and Explanatory memorandum on the protection of children against violence through age-appropriate comprehensive sexuality education The Secretariat and Meghan Campbell, consultant, presented the draft recommendation, in light of the comments received through consultations with member States and stakeholders held during the 12th plenary meeting of the CDENF (19–21 November 2025), along with written comments submitted up to 15 January 2026. The Committee examined the revised draft recommendation and its explanatory memorandum parallel, point by point, focusing in particular on several aspects related to: - The various references to pornography and child sexual abuse materials. - The notion of consent in general, to be distinguished from the legal notion of consent to participate in sexual activity. - The addition of references to gender-based violence, particularly against girls, while keeping the focus on the protection of children. - References to grooming.	5. Projet de recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur la protection des enfants contre la violence par le biais d'une éducation complète à la sexualité adaptée à leur âge Le Secrétariat et Meghan Campbell, consultante, ont présenté le projet de recommandation, à la lumière des commentaires recueillis auprès des États membres et des parties prenantes lors de la 12e réunion plénière du CDENF (19–21 novembre 2025), ainsi que des commentaires écrits soumis jusqu'au 15 janvier 2026. Le Comité a examiné le projet révisé de recommandation et son exposé des motifs en parallèle, point par point, en s'attardant notamment sur plusieurs aspects en lien avec : - Les différentes références à la pornographie et aux matériels d'abus sexuels sur enfants. - La notion de consentement en général, à distinguer de la notion juridique du consentement à participer à une activité sexuelle. - L'ajout de références à la violence basée sur le genre, particulièrement à l'égard des filles, tout en maintenant l'accent sur la protection des enfants.

- The importance of referencing intersectionality. The Committee approved the draft recommendation as reviewed during the meeting. It instructed the Secretariat to make the changes discussed during the meeting to the explanatory memorandum, adding clarifications where the Committee considered useful and removing unnecessary repetition. The Committee agreed to share the recommendation and its explanatory memorandum to the CDENF for approval at its 13th plenary meeting, on 2-4 June 2026.	- Les références aux sollicitations d'enfants à des fins sexuelles. - L'importance de faire référence à l'intersectionnalité. Le Comité a approuvé le projet de recommandation tel que révisé en réunion. Il a chargé le Secrétariat d'apporter les modifications discutées durant la réunion à l'exposé des motifs, apportant les clarifications jugées utiles par le Comité et supprimant les répétitions inutiles. Le Comité a convenu de transmettre la recommandation et son exposé des motifs au CDENF pour approbation, lors de sa 13ème réunion plénière, les 2-4 juin 2026.
6. Update on key developments and other events by members, participants and observers The Committee members, participants and observers provided information regarding key developments and activities relevant to the work of the ENF-VAE (see appendix 1).	6. Informations relatives aux principaux développements et autres évènements par les membres, les participants et les observateurs Les membres du Comité, les participants et les observateurs ont fourni des informations concernant les principaux développements et activités en rapport avec les travaux de l'ENF-VAE (voir annexe 1).
7. Any other business No further issues were raised.	7. Questions diverses Aucune autre question n'a été soulevée.
8. Dates and place of the next meetings The Committee took note that its next meeting will be held, in hybrid format, in Strasbourg on 23-24 September 2026.	8. Dates et lieux des prochaines réunions Le Comité a pris note que sa prochaine réunion se tiendra, en format hybride, à Strasbourg les 23-24 Septembre 2026.
9. Approval of the meeting report The meeting report was approved during the meeting and circulated after the meeting.	9. Approbation du rapport de réunion Le rapport de la réunion a été approuvé pendant la réunion et distribué après la réunion.

Appendix 1 / Annexe 1

Update on key developments and other events by members (by alphabetical order) / <i>Informations relatives aux principaux développements et autres événements par les membres</i> <i>(par ordre alphabétique)</i>	
• Finland The government of Finland has adopted the Non-Violent Childhoods Action Plan (2026–2033), a cross-administrative programme grounded in human rights treaties with 27 measures across knowledge, cooperation and legislation, domestic violence, sexual education and safety skills/sexual violence, and out-of-home and digital violence. The Barnahus law has completed public consultation and is expected to be presented to Parliament this spring. A new working group is addressing harms from social media. A national child victim study is underway with results due next autumn. In parallel, the “Safe Streets / Turvalliset kadut” project targets youth street and gang violence.	• Finlande Le gouvernement finlandais a adopté le Plan d'action pour une enfance sans violence (2026-2033), un programme interministériel fondé sur les traités relatifs aux droits humains et comprenant 27 mesures dans les domaines suivants : connaissances, coopération et législation, violence domestique, éducation à la sexualité et compétences en matière de sécurité/violence sexuelle, violence hors du foyer et violence numérique. La loi Barnahus a fait l'objet d'une consultation publique et devrait être présentée au Parlement ce printemps. Un nouveau groupe de travail se penche sur les préjudices causés par les réseaux sociaux. Une étude nationale sur les enfants victimes est en cours et ses résultats sont attendus à l'automne prochain. Parallèlement, le projet « Safe Streets / Turvalliset kadut » vise à lutter contre la violence des jeunes dans la rue et celle des gangs.
• France A parliamentary commission of inquiry was launched in February 2026 by the National Assembly into the judicial handling of incestuous sexual violence perpetrated by parents against children, as well as the situation of protective parents, particularly protective mothers. This initiative builds on the work of the CIIVISE (Independent Commission on Incest and Sexual Violence Against Children). Between 2021 and 2023, the CIIVISE collected 30,000 testimonies and issued 82 recommendations in 2023, of which approximately two-thirds have been implemented to date. These recommendations focus on the commission's four main areas of work: identifying child victims, judicial proceedings, reparations including access to care, and prevention.	• France Une commission d'enquête a été ouverte, en février 2026, par l'Assemblée nationale, sur le traitement judiciaire des violences sexuelles incestueuses parentales commises contre les enfants et la situation des parents protecteurs, notamment des mères protectrices, s'appuyant sur les travaux de la CIIVISE (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants). De 2021 à 2023, la CIIVISE a recueilli 30 000 témoignages et formulé 82 recommandations en 2023, dont environ deux tiers ont été mises en œuvre à ce jour. Celles-ci portaient sur le repérage des enfants victimes, le traitement judiciaire, la réparation incluant le soin et la prévention. Les données montrent que 81% des violences ont lieu au sein de la famille, avec des situations

The data show that 81% of this violence occurs within the family, with cases often involving multiple environments. The journey of victims continues to be characterized by significant failures, including professional inaction. Filing a complaint remains rare, as does judicial recognition of the victims.	pouvant se cumuler dans différents environnements. Le parcours des victimes reste marqué par de fortes défaillances, avec une inaction des professionnels. L'orientation vers un dépôt de plainte reste marginale, tout comme la reconnaissance judiciaire.
• Hungary Hungary continues its work on the Barnahus model, reporting its expansion through five “Hearing and Therapy Centres” currently operating across the country. The number of children interviewed in these centres continues to increase significantly.	• Hongrie La Hongrie poursuit son travail sur le modèle Barnahus, faisant état de son expansion à travers cinq « centres d'audition et de thérapie », actuellement opérationnels dans tout le pays. Le nombre d'enfants entendus dans ces centres continue d'augmenter de manière importante.
• Iceland The issue of violence involving children, both as victims and perpetrators, was highlighted as a growing concern. Iceland is implementing measures under existing frameworks, including multisystemic therapy, the Barnahus model, and CBC CBT-based programmes for parents. A specialised team has been established to address the rise in violent behaviour among children, alongside broader preventive and intervention measures. Island also continues working on the implementation of the Prosperity Act.	• Islande La question des violences impliquant des enfants, à la fois en tant que victimes et auteurs, a été soulignée comme une préoccupation croissante. L'Islande met en œuvre des mesures dans le cadre de dispositifs existants, notamment la thérapie multisystémique, le modèle Barnahus, ainsi que des programmes fondés sur la thérapie CBC CBT destinés aux parents. Une équipe spécialisée a été mise en place pour répondre à l'augmentation des comportements violents chez les enfants, en complément de mesures plus larges de prévention et d'intervention. L'Islande continue également son travail sur la mise en oeuvre du Prosperity Act.
• Luxembourg The Minister of Education announced an action plan for inclusive education, including a “crisis management” component, as part of a debate on violence in education before the Chamber of deputies. This debate notably follows the stabbing of a student. A public debate is currently taking place in Luxembourg regarding the placement of children in residential care. In December 2025, the first National Action Plan for the prevention of and fight against poverty was presented, at a time when nearly a quarter of children in Luxembourg are at risk of poverty. The National Centre for Victims of Violence (CNVV), which provides access to all victims—adults and children—of all forms of violence, is	• Luxembourg Le ministre de l'Education a annoncé un plan d'action d'action pour l'inclusion scolaire, avec un volet « gestion des crises », dans le cadre d'un débat sur la violence dans l'enseignement devant la Chambre des députés. Ce débat fait notamment suite à l'attaque d'une élève au couteau. Un débat public a actuellement lieu au Luxembourg concernant les placements d'enfants en institutions. En décembre 2025, le premier Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté a été présenté, alors que près d'un quart des enfants sont exposés au risque de pauvreté au Luxembourg.

still in a pilot phase. A national hotline available 24/7 will be launched. Finally, Luxembourg continues to face the issue of children being detained at the Luxembourg Penitentiary Centre, despite repeated calls from the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Council of Europe) to put an end to this practice.	Le Centre National pour Victimes de Violences (CNVV), proposant un accès à toutes victimes, adultes et enfants, de toutes formes de violences, est actuellement toujours en phase pilote. Une hotline nationale joignable 24h/24 et 7j/7 sera lancée. Enfin, le Luxembourg continue de faire face à la problématique des enfants détenus au Centre pénitentiaire de Luxembourg, malgré les appels répétés du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (Conseil de l'Europe), à y mettre fin.
• Slovak Republic The Slovak Republic is currently developing a new strategy for the protection of children's rights, entitled "Childhood without Violence," aimed at strengthening prevention and response to violence against children. The approach includes awareness campaigns targeting both children and adults, as well as the creation of "safe places" within institutions where children can report violence. A notable feature is the active involvement of children in assessing institutions' child-friendliness, with recognised entities receiving a form of certification. In parallel, Slovakia is addressing the growing issue of youth radicalisation by developing systems to detect, prevent, and intervene at an early stage. These efforts reflect a broader commitment to a participatory, preventive, and integrated child protection framework.	• République slovaque La République slovaque élabore actuellement une nouvelle stratégie pour la protection des droits de l'enfant, intitulée « Enfance sans violence », visant à renforcer la prévention et la réponse face aux violences faites aux enfants. Cette approche comprend des campagnes de sensibilisation destinées aux enfants et aux adultes, ainsi que la mise en place de « lieux sûrs » au sein des institutions où les enfants peuvent signaler des situations de violence. Un élément notable est la participation active des enfants à l'évaluation du caractère « adapté aux enfants » des institutions, celles reconnues recevant une forme de certification. Parallèlement, la Slovaquie s'attaque à la montée de la radicalisation des jeunes en développant des systèmes de détection, de prévention et d'intervention précoce. Ces efforts témoignent d'un engagement en faveur d'un cadre de protection de l'enfance participatif, préventif et intégré.
<u>Update on key developments and other events by participants, observers and the Secretariat / Informations relatives aux principaux développements et autres événements par les participants, observateurs et par le Secrétariat</u>	
• Missing Children Europe Missing Children Europe is currently engaged in several initiatives addressing the links between child protection, violence, and disappearance. In partnership with IGLYO, it will host a webinar next week presenting a research report on LGBTIQ youth who go missing during childhood, including policy recommendations. Every year, Missing Children Europe collects data from the network of 116 000 missing	• Missing Children Europe Missing Children Europe est actuellement engagé dans plusieurs initiatives portant sur les liens entre protection de l'enfance, violences et disparitions. En partenariat avec IGLYO, l'organisation tiendra un webinaire la semaine prochaine afin de présenter un rapport de recherche consacré aux jeunes LGBTIQ disparus durant leur enfance, accompagné de recommandations politiques.

children hotlines. This will culminate in the publication of the Figures and Trends report on 25 May, the International Missing Children's Day. Recent findings highlight that violence against children has become the leading cause of children running away. The organisation will also hold its annual conference in Brussels in May, focusing on sexual violence and mental health issues as key factors linked to child disappearance, including the role of grooming. At EU level, important legislative developments are ongoing, particularly negotiations on the Child Sexual Abuse Directive and Regulation. This week, discussions addressed the possibility for online platforms to voluntarily detect CSAM and grooming. However, negotiations to extend the legal derogation failed, and the existing framework has expired, leaving no clear legal basis for such voluntary detection. Finally, the European Commission recently adopted an action plan against cyberbullying, including cooperation with Missing Children Europe hotlines to report online violence affecting children.	Chaque année, Missing Children Europe collecte des données issues des lignes d'assistance 116 000 pour enfants disparus. Ce projet aboutira à la publication du rapport Figures and Trends le 25 mai, à l'occasion de la Journée internationale des enfants disparus. Les données récentes montrent que les violences à l'encontre des enfants constituent désormais la première cause de fugue. L'organisation tiendra également sa conférence annuelle à Bruxelles en mai, centrée sur les violences sexuelles et les atteintes à la santé mentale en lien avec les disparitions d'enfants, notamment le rôle du grooming. Au niveau de l'Union européenne, des évolutions législatives importantes sont en cours, en particulier les négociations sur la directive et le règlement relatifs aux abus sexuels sur enfants. Cette semaine, les discussions ont porté sur la possibilité pour les plateformes de détecter volontairement les CSAM et les situations de grooming. Toutefois, l'extension de la dérogation juridique a échoué, et le cadre existant a expiré, laissant un vide juridique en la matière. Enfin, la Commission européenne a récemment adopté un plan d'action contre le cyberharcèlement, incluant une coopération avec les lignes d'assistance de Missing Children Europe pour signaler les violences en ligne touchant les enfants.
• Conference of INGO & ADI-SOGIESC Rú Ávila Rodríguez, IGLYO, accompanied by Gabriella Calleja, co-Secretary of the ADI-SOGIESC, presented their work on the development of inclusive education toolkits, aimed at preventing and tackling SOGIESC-based bullying and anti-rights discourse in schools. This project is co-funded by the European Union and the Council of Europe. The project aims to combat anti-LGBTIQ violence and hate speech, as well as to strengthen awareness raising and fact-based narratives about LGBTIQ persons. A total of 20 stakeholders contributed (INGOs, CSOs, European institutions). 3 education toolkits were developed: - Tool 1: Policy Guidance on Addressing SOGIESC-based Bullying in Schools;	• Conférence des OING et ADI-SOGIESC Rú Ávila Rodríguez, IGLYO, accompagné-e de Gabriella Calleja, co-secrétaire de l'ADI-SOGIESC, ont présenté leurs travaux sur le développement d'outils pédagogiques pour une éducation inclusive, visant à prévenir et à lutter contre le harcèlement fondé sur le SOGIESC ainsi que les discours anti-droits dans les établissements scolaires. Ce projet est cofinancé par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe. Le projet vise à lutter contre les violences et les discours de haine anti-LGBTIQ, ainsi qu'à renforcer les actions de sensibilisation et la diffusion de récits fondés sur des faits concernant les personnes LGBTIQ. Au total, 20 parties prenantes ont contribué à ces travaux (ONG internationales, organisations de la société civile, institutions européennes).

- Tool 2: Countering Anti-Rights Discourse in Education; - Tool 3: Framework for a Training Module on SOGIESC for Educators.	Trois outils pédagogiques ont été développés : - Outil 1 : Lignes directrices politiques pour lutter contre le harcèlement fondé sur le SOGIESC en milieu scolaire ; - Outil 2 : Lutter contre les discours anti-droits dans l'éducation ; - Outil 3 : Cadre pour un module de formation sur le SOGIESC à destination des professionnel·le·s de l'éducation.
• Gender Equality Commission Flurina Frei gave an overview on the <u>Recommendation on Accountability for Technology-Facilitated Violence Against Women and Girls.</u> On 4 March 2026, the Council of Europe's Committee of Ministers adopted the Recommendation, prepared by the Gender Equality Commission (GEC) and the European Committee on Crime Problems (CDPC). The Recommendation provides guidance to member states to strengthen legal, institutional, and regulatory frameworks, in line with existing standards such as the Istanbul Convention and the Reykjavik Declaration. It promotes a comprehensive, human rights-based, intersectional, and gender-transformative approach, emphasising shared responsibility among public authorities, civil society, and the private sector. It calls for improved access to justice, effective investigations, and stronger regulation of technology companies, including safety-by-design and responsible content moderation. A child-friendly approach is mainstreamed throughout, ensuring that children's rights, needs, and best interests are fully considered, including in cases where they are victims or perpetrators. Prevention through education and digital literacy, as well as age-appropriate safeguards, are key elements. Next steps include the development of communication tools and a launch event on 10 June 2026 in Strasbourg to support implementation.	• Commission pour l'égalité de genre Flurina Frei a présenté une vue d'ensemble de la <u>Recommandation sur l'obligation de rendre des comptes en matière de violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie.</u> Le 4 mars 2026, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Recommandation élaborée par la Commission pour l'égalité de genre (GEC) et le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC). Cette Recommandation fournit des orientations aux États membres afin de renforcer les cadres juridiques, institutionnels et réglementaires, en cohérence avec les normes existantes telles que la Convention d'Istanbul et la Déclaration de Reykjavik. Elle promeut une approche globale fondée sur les droits humains, intégrant les dimensions intersectionnelle et transformatrice de genre, et met l'accent sur la responsabilité partagée entre autorités publiques, société civile et secteur privé. Elle appelle à améliorer l'accès à la justice, à garantir des enquêtes efficaces et à renforcer la régulation des entreprises technologiques, notamment à travers le principe de « safety by design » et des pratiques responsables de modération des contenus. Une approche adaptée aux enfants est intégrée de manière transversale, garantissant que leurs droits, leurs besoins et leur intérêt supérieur soient pleinement pris en compte, y compris lorsqu'ils sont victimes ou auteurs. La prévention, notamment par l'éducation et la littératie numérique, ainsi que la mise en place de dispositifs de protection adaptés à l'âge, constituent des éléments clés. Les prochaines étapes incluent le développement d'outils de communication ainsi que l'organisation d'un événement de lancement le 10 juin 2026 à Strasbourg afin de soutenir la mise en œuvre.

Appendix 2

Agenda and Order of Business

1.	Opening of the meeting
2.	Election of the Chair and Vice-Chair of ENF-VAE
3.	Adoption of the agenda and order of business
4.	Statement of the Chair and Secretariat
5.	Age-appropriate comprehensive sexuality education to strengthen responses for – inter alia – preventing and combating violence, including risky or harmful sexual behaviour by children <i>(deliverable (3) of the terms of reference)</i>
6.	Update on key developments and other events by members, participants and observers
7.	Any other business
8.	Date and place of the next meeting
9.	Approval of the meeting report

Annexe 2

Ordre du jour

1.	Ouverture de la reunion
2.	Election de la présidence et de la vice-présidence
3.	Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
4.	Déclaration de la présidence et du secrétariat
5.	Éducation complète à la sexualité et adaptée à l'âge afin de renforcer les réponses pour, entre autres, prévenir et combattre la violence, y compris les comportements sexuels à risque ou préjudiciables chez les enfants <i>(livrable (3) du mandat)</i>
6.	Mise à jour sur les développements clés et autres événements signalés par les membres, les participants et les observateurs
7.	Questions diverses
8.	Date et lieu des prochaines réunions
9.	Approbation du rapport de la réunion

Appendix 3

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS / MEMBRES

Finland / Finlande (Chair)

Marjo Malja

Ministry of Social Affairs and Health / *Ministère des affaires sociales et de la santé*

Senior Ministerial Adviser, Social Affairs / *Conseillère ministérielle principale, Affaires sociales*

France

Solenne Donal

Juvenile judge / *Juge des enfants*

Paris Judicial Court / *Tribunal Judiciaire de Paris*

Greece / Grèce

Eftychia Katsigaraki

Ministry of Justice, General Directorate of Special Legal Affairs & Human Rights / *Ministère de la Justice, Direction générale des affaires juridiques spéciales et des droits de l'homme*

General Director / *Directrice Générale*

Hungary / Hongrie

Viktoria Sebhelyi

Independent consultant / *Consultante indépendante*

Iceland / Islande

(Online/ En ligne)

Páll Olafsson

Director, Department of Prosperity / *Directeur, Service de la Prospérité*

Luxembourg / Luxembourg

Marzenka Krejcirik

Independent Consultant & expert in Children's Rights and Child Protection at the Office of the Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (Children's Rights Defender) / *Consultante indépendante & experte en droits de l'enfant et en protection de l'enfance auprès de l'office de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (défenseur des droits de l'enfant)*

Slovaquie / Slovaquie

Mária Vargová

Strategic Priorities Section , The Ministry of Education, Research, Development and Youth of the Slovak Republic / *Section des priorités stratégiques, Ministère de l'Éducation, de la Recherche, du Développement et de la Jeunesse de la République slovaque*

Spain / Espagne

Almudena Olaguibel

Independent expert / *Experte indépendante* Child Protection Officer at the Spanish National Committee for UNICEF

/ *Responsable de la protection de l'enfance au Comité national espagnol de l'UNICEF*

PARTICIPANTS

Committee of the Parties to the Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Comité des Parties à la Convention

du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote) (Online/ En ligne)

Lornat Muscat

Member in respect of Malta / Membre représentant de Malte

Group of Experts on Action against Violence against Women and Domestic Violence / Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) / (Online/ En ligne)

Ellen O'Malley Dunlop

Member in respect of Ireland / Membre représentante de l'Irlande

Conference of INGO / Conférence des OING

Rú Ávila Rodríguez

Deputy Executive Director and Policy & Research Manager / Directeur général adjoint et responsable des politiques et de la recherche

Republic of Türkiye, Ministry of Family and Social Services, General Directorate of Child Services, Department of Child Rights / République de Türkiye, Ministère de la Famille et des Services sociaux, Direction générale des services à l'enfance, Département des droits de l'enfant (Online/ En ligne)

Zeynep Han Akin

Senior Family and Social Service Expert / Experte senior en services familiaux et sociaux

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Missing Children Europe

Lea Meindre-Chautrand

Senior Policy Advocacy Officer / Responsable du plaidoyer politique

CONSULTANTS / CONSULTANTES

Catherine O'Sullivan (Online/ En ligne)

Vice Dean, School of Law, University College Cork / Vice doyenne de l'Ecole de droit, Université de Cork

Meghan Campbell

Reader in international human rights law, University of Birmingham / Professeure en droit international des droits de l'homme, Université de Birmingham

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

DGII - Directorate General of Democracy and Human Dignity / Direction générale de la Démocratie et de la dignité humaine /

Children's Rights Division / Division des droits de l'enfant

Agnes von Maravić

Head of Children's Rights Division / Cheffe de la Division des droits des enfants

Lanzarote Committee Secretariat / Secrétariat du Comité de Lanzarote

Naomi Trewinnard

Legal Advisor / Conseillère juridique

Gender Equality Division / Division de l'égalité de genre

Flurina Frei

Programme Manager / Responsable de programme

**Group of Experts on Action against Violence against Women and Domestic Violence
Secretariat / Secrétariat du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des
femmes et la violence domestique (GREVIO)**

Francesca Montagna

Administrator / Administratrice

Parliamentary Assembly / Assemblée Parlementaire

(Online/ En ligne)

Jannick Devaux

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée Parlementaire

Sexual Orientation and Gender Identity Unit / Unité Orientation Sexuelle et Identité de Genre

Gabriella Calleja

Co-Secretary of the ADI-SOGIESC / Co-secrétaire du ADI-SOGIESC

SECRETARIAT OF THE ENF-VAE / SECRÉTARIAT DU ENF-VAE

Anne Kayser

Secretary to the ENF-VAE / Secrétaire du ENF-VAE

Children's Rights Division (DGII) / Division des Droits des enfants (DGII)

Marie Stock

Project Officer / Chargée de Projets

Children's Rights Division (DGII) / Droits des enfants (DGII)

Audrey Winum

Project Assistant / Assistante de projet

Children's Rights Division (DGII) / Droits des enfants (DGII)

Delphine Pelissier

Study visitor / Visiteuse d'études

Children's Rights Division (DGII) / Droits des enfants (DGII)

INTERPRETERS / INTERPRETES

Sylvie Boux

Celia Moncoq

Gillian Wakenhut